

# INTERPELLATION

**Auteur** CVPO, par Dominic Eggel, Aron Pfammatter et Philipp Matthias Bregy  
**Objet** Hausse des taxes aux dépens des paysans?  
**Date** 16.11.2017  
**Numéro** 3.0364

---

Nous sommes tout à fait conscients que le Service cantonal de l'agriculture (SCA) a su reconnaître les signes du temps et a aidé de nombreux paysans à augmenter leurs revenus, grâce aux contributions pour la biodiversité. Cependant, celles-ci ont de nouveau été réduites cette année, et leur tendance est également à la baisse pour les années à venir.

Le SCA en a profité pour améliorer ses propres finances, qui n'étaient pas au mieux, en introduisant diverses taxes.

A quelques exceptions près, l'organisation professionnelle des agriculteurs valaisans n'a pas pu empêcher en automne 2016 que le SCA facture en masse ses prestations.

Seulement une année plus tard, on procède déjà à des adaptations à la hausse. Par exemple, les droits de timbre pour les estimations et expertises LDFR ont été augmentés.

Les émoluments pour les dispositions concernant la LDFR lors de la vente de parcelles agricoles n'ont cessé d'augmenter au cours des dernières années, sans que la charge ne se soit accrue pour l'administration.

Les taxes concernant l'élevage, p. ex. pour les contrôles dans les alpages, ne sont acceptées que lorsque les prestations sont améliorées. Si ce n'est pas le cas, les exploitations d'alpage et les fromageries sont tenues de faire appel à des prestataires de services privés. Par exemple, un contrôle à Belalp a coûté plus de 300 francs.

Un tarif horaire de 150 francs doit être appliqué pour la saisie de données dans le portail du canton. A l'aune du revenu agricole, c'est exorbitant. Ce service doit pouvoir être offert par des privés. Le canton devrait d'abord mettre en place l'accès nécessaire à la base de données. Ensuite, il devrait aussi examiner si la consultation agricole ne devrait pas proposer cela gratuitement. C'est justement dans de telles situations que les conseillers découvrent de nombreux problèmes, et qu'ils peuvent aider les paysans.

L'organisation des paysans valaisans ne peut plus accepter que le SCA répercute les réductions de budget sur les exploitations agricoles et les organisations de paysans. Il est impératif que le SCA effectue une analyse des coûts de ses activités.

Nous exigeons des informations sur les montants des taxes environnementales que touche le canton, et sur la part qu'obtient le SCA. Nous voulons également savoir quelle est la somme mise à disposition de l'agriculture et des familles de paysans.

En outre, nous constatons que le décompte des paiements directs manque toujours de transparence. Les corrections (p. ex. les corrections de surfaces) doivent être listées au moins sommairement par le canton. De même, les réductions doivent être déclarées.

On ne peut pas exiger des paysans qu'ils contrôlent plusieurs fois par année toutes leurs parcelles pour constater ce qui a été corrigé. Si les paysans doivent déjà saisir toutes les données sur la plateforme en ligne du canton, ils devraient recevoir les informations nécessaires relatives aux corrections par cette voie aussi, ou avec le décompte des paiements directs.

Si l'on en croit les publications des dernières semaines, le Conseil fédéral va chambouler la politique agricole, et pas en faveur de l'agriculture suisse. Celle-ci sera donc déjà suffisamment sous pression de ce côté-ci sans que le canton n'en rajoute une couche.

## Conclusion

Combien d'argent le Service de l'agriculture reçoit-il des taxes environnementales, et comment cet argent est-il utilisé?

Qu'en est-il de la transparence des coûts du Service de l'agriculture?

Quand les paysans peuvent-ils espérer des décomptes transparents des paiements directs?

Comment l'augmentation continue des taxes dans les différents domaines est-elle justifiée?